

APRÈS LA CRISE TERMINALE
LE SYSTÈME SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE
DE L'ARGENTINE (2001-2005)

Noemí Girbal de Blacha

En Amérique latine, la dimension scientifique et technologique, préoccupation croissante bien qu'encore insuffisante, est au cœur des politiques publiques, encore plus dans un contexte de crise récurrente. Sur la liste des disciplines scientifiques, celle des sciences humaines et sociales ne revêt malheureusement qu'une importance secondaire, malgré les graves problèmes de marginalité, de pauvreté, de chômage, de violence et de corruption inhérents aux sociétés latino-américaines. Au-delà de ces différences, et malgré les efforts déployés dernièrement par les pouvoirs publics, on doit reconnaître que le processus de valorisation scientifique est à un stade encore « embryonnaire et fragmenté », comme le soulignent les conclusions des études institutionnelles du continent. Par ailleurs, il est indéniable que ce sujet s'inscrit dans une problématique plus ample : celle de l'équité sociale et des champs scientifico-technologiques disciplinaires¹.

Les indicateurs de science et technologie pour l'Amérique latine² et les récentes conclusions sur ce sujet, présentées par les représentants du Mexique, de l'Uruguay, du Venezuela, de Cuba, du Brésil et de l'Argentine, rendent compte de l'importance qu'a pris progressivement le secteur, avec la consolidation du statut de « chercheur professionnel »³, l'apparition du gestionnaire de la science et, dans le cas argentin, grâce à une plus grande priorité accordée à ce domaine, qui, depuis mars 2004, a profité de la « Hiérarchisation scientifique et technologique » proposée par le pouvoir exécutif national⁴.

À cette époque, les médias argentins se faisaient l'écho des nouvelles mesures d'application du Programme de « Hiérarchisation de l'activité scientifique et technologique », qui fut développé en quatre étapes. Parmi les mesures gouvernementales tendant à revaloriser le rôle de la science et de la technologie dans la société, la *Jefatura de Gabinete* injecta au Secrétariat de science, technologie et innovation productive 30 millions de pesos hors budget ; un

soutien financier destiné à payer des engagements non réglés avec les chercheurs et à augmenter les lignes de financement déjà existantes. Pour la première fois depuis de longues années, le gouvernement national commençait à identifier, dans le domaine scientifique, l'une des principales ressources stratégiques pour le développement du pays et le dépassement des traits les plus marquants de la crise de 2001.

La première étape du Programme démarra par l'application du décret 755 du 17 juin 2004. Elle prévoyait l'incorporation à l'effectif stable du CONICET de 1 400 nouveaux boursiers de formation doctorale et postdoctorale, et de 550 chercheurs, la plupart dans la catégorie des assistants. Afin de retenir le potentiel humain scientifico-technologique dans le pays et diminuer l'âge moyen du cursus du chercheur scientifique, des augmentations allant jusqu'à 40 % étaient accordées pour tous les salaires de l'échelon scientifique (les jeunes bénéficiant d'un plus grand pourcentage).

Conséquence de ce Programme: les boursiers de formation doctorale sont passés de 1 682 à 2 732, ce qui représentait une augmentation de 62 %. Dans le cas des boursiers de formation postdoctorale, 350 d'entre eux se sont ajoutés aux 419 que comptait déjà l'organisme, enregistrant ainsi une augmentation de 84 %. De plus, 550 chercheurs s'ajoutaient aux 455 déjà existants, provoquant une augmentation de 121 % au plus bas échelon de l'institution. Le montant total de l'investissement destiné à ce programme de hiérarchisation de l'activité scientifico-technologique s'élève à 42 915 844 dollars. On atteint ce chiffre grâce à une redistribution des fonds propres du CONICET, auxquels viennent s'ajouter entre 7 et 10 millions de pesos supplémentaires alloués par le gouvernement. Parmi toutes les lignes d'action mises en œuvre jusqu'à la fin 2004, le CONICET réussit à inverser la situation critique des années antérieures au chapitre des recettes.

La seconde étape du Programme se met en marche avec les décrets 1033/05 du 30 août 2005 et 1427/05 du 22 novembre de cette même année, et les lois complémentaires du Budget national 11672 et 25967. Durant cette nouvelle étape, de nouveaux avantages sont accordés aux membres des cursus de chercheur scientifique et technologique et au personnel de soutien à la recherche et développement.

Tout au long de l'année 2005, il y a de nouvelles annonces favorables pour le secteur. Lors d'un acte célébré à la *Casa de Gobierno*, le président et le ministre de l'Éducation, des Sciences et des Technologies annoncent la restitution du régime prévisionnel pour les chercheurs scientifiques et technologiques, qui avait été suspendu lors de la gestion du ministre Domingo Cavallo, et qui actuellement prévoit une pension de retraite équivalente à 85 % du salaire d'un chercheur actif selon sa catégorie.

Aux 1 500 nouveaux boursiers en 2005 s'ajoutent pas moins de 500 chercheurs inscrits dans la filière; pour l'année 2006, on prévoit de reconduire la même politique de croissance. Par ailleurs, le nombre de chercheurs argentins retournant au pays a aussi augmenté considérablement, dépassant largement les 70 rentrés au pays en 2004.

Le décret 1317/05 du 26 octobre 2005 marque le départ de la troisième étape de la hiérarchisation déjà mentionnée. On décide alors que le total des sommes allouées lors des deux premières étapes du Programme seront dorénavant rémunératives et non bonifiables. On enregistre ainsi une réelle augmentation des salaires des scientifiques argentins, après une longue période de régression.

La mise en œuvre de la quatrième étape entraîne une augmentation de 19 % des salaires des scientifiques et boursiers dans tout le pays. Selon les estimations, cette augmentation concernait plus de 10 000 scientifiques et techniques sur un effectif total de 5 280 chercheurs et 5 092 boursiers, soit 46 % de chercheurs et 142 % de boursiers supplémentaires par rapport aux effectifs de 2003.

Lors de son communiqué à la *Casa de Gobierno*, le ministre de l'Éducation, des Sciences et des Technologies, Daniel Filmus, déclara : « Ces chiffres prouvent l'importance que le président accorde à la science et à la technologie, qui se traduit par une augmentation de 92 % dans le budget pour le CONICET. » Et il ajoute, n'oubliant pas sa condition de scientifique du CONICET, que : « Pour nous, la science et la technologie sont intimement liées au modèle de développement du pays : nous voulons que les meilleurs professionnels n'émigrent pas et restent en Argentine. C'est un pas de plus dans la reconnaissance et la hiérarchisation de la tâche scientifique⁵. »

Sans doute peu fréquentes dans l'histoire argentine récente, les diverses mesures mises en place durant cette période ont « boosté » les salaires des chercheurs, techniciens et boursiers du CONICET, mais, en même temps, elles ont retardé la mise à jour de l'équipement scientifique et technologique⁶.

Le budget alloué à ce secteur est passé de 765 106 400 dollars en 2003 à 1 588 602 000 dollars en 2006. Mais le principal formateur de ressources humaines scientifiques (boursiers, chercheurs, techniciens et technologues) qu'est le Conseil national des recherches scientifiques et techniques (CONICET), bien qu'ayant réussi à augmenter les salaires (de 141 % pour les chercheurs assistants, de 57 % pour les chercheurs supérieurs et de 103 % pour les boursiers entre 2003 et 2006), n'a pas réussi à augmenter le budget à un taux permettant de renforcer l'infrastructure et les subventions destinées à la recherche.

Le budget total de l'organisme est passé de 212 903 000 dollars en 2003 à 366 732 000 dollars en 2006, autant dire que sa représentation dans le secteur scientifique et technologique est descendue de 27,83 %

à 23,08 %, alors que d'autres organismes, comme l'INTA, ont réussi à doubler leur budget à la même période. La plus grande partie des ressources allouées vont essentiellement à l'Agence de promotion scientifique et technologique dépendant du Secrétariat des sciences, technologies et innovation productive, rattaché au ministère de l'Éducation, des Sciences et des Technologies⁷.

LE CONICET, HISTOIRE ET ACTUALITÉ

À la fin des années 1950 et au cours de la décennie suivante, suite à la seconde période d'après-guerre, la plupart des pays latino-américains créent avec des caractéristiques plus ou moins communes, des « Conseils de science et technologie », un modèle scientifique centralisé, suivant la demande des principaux intéressés. Le Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET) répond à ce type de modèle; c'est l'organisme scientifico-technologique le plus important de la République argentine. Créé en 1958 par le médecin, biologiste et prix Nobel Bernardo Houssay, il concentre aujourd'hui 4 526 chercheurs scientifiques, dont 21,2 % proviennent des sciences humaines et sociales. Il y eut, au temps de sa création, et encore aujourd'hui, une « infâme limite »⁸ entre les sciences humaines et sociales (appelées « sciences molles ») et les sciences naturelles. Une limite qui, comme toute autre frontière, admet un « flou » épistémologique et méthodologique. Transgresser cette limite présente actuellement moins de risques que de ne pas la franchir. Malgré ces changements prometteurs, « l'efficacité particulière des métaphores scientifiques » continue de dépendre des ressources sociales autant que des ressources technologiques et matérielles, car il est reconnu que le langage scientifique remplit des fonctions cognitives mais aussi politiques⁹.

Dans ce contexte, et pour des raisons historiques, il s'avère intéressant de se pencher sur le cas du CONICET, pour ce qu'il représente institutionnellement pour la science argentine, et pour le situer dans le contexte critique de 2001. Nous apprécierons le rôle qu'il a joué dans la sortie de crise, en rapport avec des instruments politiques mis en œuvre par le gouvernement de Néstor Kirchner. Pour ce faire, il est important de connaître le fonctionnement de l'organisme national de recherche, la façon dont il est présidé, sa composition par domaines de connaissance, par régions, par catégories, les mécanismes d'évaluation et d'accréditation, perçus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système. Il est également primordial de connaître – par l'analyse des procès-verbaux et des statistiques de l'organisme – les particularités qui caractérisent le champ des sciences humaines et sociales, en rapport avec l'univers scientifique du pays. Tel est l'objectif central de cette brève étude.

Depuis sa création – au tout début de 1958 –, le *Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas* est le plus grand organisme scientifique et technologique de la République argentine. Il est alors une institution de scientifiques, au profil majoritairement masculin et de haute qualité dans la production des connaissances. Pensé et créé pour éloigner la science et la technologie des « va-et-vient » de la politique, dans un pays où la rupture hégémonique se fait sentir avec insistance et avec de graves conséquences pour la citoyenneté, la démocratie et les valeurs républicaines.

La carrière de chercheur scientifique et technologique (CIC) est composée, depuis le début, de cinq catégories; ce sont ces dernières qui dessinent l'ascension de ceux qui intègrent l'organisme après un sévère processus de multiévaluation. Jusqu'à 35 ans, il est possible d'accéder au premier échelon, c'est-à-dire, à la catégorie de *chercheur assistant*, dans laquelle il est possible de perdurer si l'on passe avec succès des rapports académiques annuels et où il n'est pas possible de rester plus de cinq ans. La catégorie suivante est celle de *chercheur adjoint*; l'entrée directe dans cette catégorie n'admet pas de candidat de plus de 40 ans, et celui-ci doit faire état d'antécédents académiques prouvant sa connaissance du travail scientifique. La catégorie suivante, celle de *chercheur indépendant*, implique que le chercheur puisse y accéder jusqu'à 45 ans et qu'il démontre aussi une solide production scientifique publiée dans des revues de premier ordre. Il doit être capable de conduire et d'établir un diagramme de sa propre recherche, de former des ressources humaines et de diriger la conduite et l'orientation d'un groupe scientifique. Le *chercheur principal* représente la quatrième catégorie et, dans celle-ci, le chercheur doit donner des preuves tangibles de l'originalité, de la portée nationale et internationale de ses recherches, de la formation et de l'insertion des ressources humaines qui dépendent ou ont dépendu de lui, ainsi que son habilitation à la direction d'instituts ou de centres de recherche scientifique. Enfin, la catégorie de *chercheur supérieur* est l'aboutissement d'une carrière scientifique remarquable, couronnée par la reconnaissance de la communauté scientifico-technologique.

Le Secrétariat d'État aux sciences, technologies et innovation productive, rattaché du ministère argentin de l'Éducation, fit connaître les indicateurs de science et technologie au début de l'année 2006. Le total des participants du système est resté pratiquement constant pendant le dernier quinquennat; il oscille autour d'une moyenne de 35 300 scientifiques et technologues, résultat des coupes budgétaires dont a souffert le secteur, de la pénurie de bourses et de l'importance secondaire allouée à ces postes dans les politiques publiques. Sa faible part dans le PIB du pays (0,26 %), que l'on a essayé d'inverser après la crise de 2001, a seulement été acquise avec des effets relatifs.

Si l'on considère l'âge des chercheurs et boursiers, on constate

jusqu'en 2002 un vieillissement des effectifs, avec une prédominance – tendance à l'augmentation pendant la période 1998/2002 – de la tranche des 40-59 ans, une forte baisse des moins de 30 ans et de ceux entre 30 et 39 ans. Le résultat graphique de ce calcul statistique est une figure géométrique romboïdale et non, comme on pourrait s'y attendre, pyramidale. Des efforts et de plus importantes ressources financières ont permis d'abaisser partiellement les moyennes d'âge dans les trois dernières années.

Le système a vieilli pour des raisons diverses et convergentes : la détérioration de l'investissement scientifique et le manque conséquent d'incorporation de jeunes chercheurs aux échelons les plus bas de la carrière, ainsi que la difficulté – pour des causes similaires – à permettre des ascensions académiques en fin de carrière. Beaucoup de chercheurs adjoints restent bloqués dans la catégorie des chercheurs indépendants : c'est le résultat du retard dans le système et de la figure romboïdale (et non pyramidale) de leur effectif. Depuis trois ans, la plus importante assignation de ressources permet de corriger cette déformation, augmentant les postes à environ 500 chercheurs incorporés annuellement et aussi le nombre de bourses, qui a doublé, passant de 800 à 1 600 entre 2001 et 2005. Aujourd'hui, l'organisme compte 3 808 boursiers – un chiffre très éloigné des 1 758 boursiers de la décennie précédente –, parmi lesquels des doctorants et d'autres qui suivent un « postdoc », même si la crise de 2001 a contraint jusqu'à aujourd'hui à annuler la possibilité d'accorder des bourses externes en raison de l'écart entre le dollar et notre monnaie nationale. En temps de crise, chaque boursier externe représente un coût quatre fois plus élevé que celui d'un boursier interne.

L'organisme dispose depuis ses débuts, et conserve encore, un système strict d'évaluation dans son domaine. Il se compose d'évaluateurs spécialisés et de commissions d'experts, et d'un directoire qui décide et applique la politique scientifique du CONICET. En 1958, on dénombrait sept commissions d'experts : sciences biologiques ; sciences mathématiques, physiques et astronomiques ; sciences médicales ; sciences chimiques et technologie chimique ; sciences humaines et sociales ; sciences de la Terre et technologie. La commission des sciences humaines et sociales, que présidait le Dr Rolando V. García, était intégrée par le professeur Gino Germani (fondateur de la sociologie moderne en Argentine), le Dr Marcos Morínigo, le Dr Risieri Frondizi (frère du président et recteur de la UBA d'alors) et ne comptait qu'une femme, l'éminente Telma Reca. Aujourd'hui, il y a 21 commissions d'experts dans l'organisme, auxquelles s'ajoute l'assemblée de qualification et promotion, qui est l'organisme de conseil immédiat des politiques mises en œuvre par le directoire, composé de huit directeurs et d'un président. Tous sont désignés par le pouvoir exécutif. Pour les quatre grands domaines

de connaissance, ce sont les chercheurs eux-mêmes qui élisent leur représentant pour quatre ans ; s'y ajoutent un représentant des entités agraires, un autre des universités, un troisième pour les entités industrielles et le quatrième en représentation des provinces.

La science et la technologie, à l'époque de la création du CONICET, répondaient aux critères d'un monde masculin, hiérarchisé et élitiste. Tout près de fêter son cinquantenaire, le CONICET a entrepris des changements significatifs, sans pour autant renoncer à l'excellence de la connaissance qu'il produit et à la qualité des scientifiques, techniciens et boursiers qui donnent du dynamisme et du prestige à l'institution et à la science argentine. Il est par conséquent possible d'enregistrer des continuités institutionnelles dans leurs fonctions fondamentales. Mais aussi des changements, qui font du CONICET l'institution mère de la science et de la technologie en Argentine, et qui répond toujours aux principes de son fondateur, Bernardo Houssay, pour qui « la hiérarchie et la puissance d'une nation dépendent fondamentalement de son développement scientifique et technique en perpétuelle évolution », car c'est sur ce patrimoine que s'affirment « la santé, le bien-être, la richesse, le pouvoir et même la souveraineté des nations »¹⁰.

Avec le pari réussi sur le développement des réseaux technologiques qu'a déployé le CONICET à partir de 2001, les lieux de travail des chercheurs, au-delà des 116 unités exécutrices (centres et instituts de recherche) qui dépendent directement du Conseil, ont également été diversifiés. Les universités publiques – qui concentrent 73 % des chercheurs de l'organisme –, mais aussi les universités privées et les entreprises (au travers de bourses cofinancées et de chercheurs y travaillant) se sont transformées en sièges de recherches scientifiques fondamentales et applicables dans l'Argentine actuelle.

Le pays souffre de carences quant au nombre de projets de recherche et développement, mais il essaye d'avancer aussi dans ce sens, non pas à travers l'action du CONICET, mais à travers l'Agence de promotion scientifique et technologique, considérée par le pouvoir politique actuel comme une dépendance institutionnelle habilitée à autoriser des subventions dans cet objectif. Alors qu'en 1998 les projets atteignaient un total de 17 026 pour tout le système, en 1999 ils accusent une sévère baisse qui les ampute de 40 % et depuis, non sans difficultés, leur nombre avoisine les 15 500 projets en cours, consacrés à 29 % à la recherche fondamentale, 51 % à la recherche appliquée et 20 % au développement expérimental. Ces projets se répartissent de façon très inégale sur un territoire de près de trois millions de kilomètres carrés. Buenos Aires, Capital Federal, Córdoba et Santa Fe attirent 75 % des ressources financières allouées aux activités scientifiques et technologiques, et un pourcentage quasi similaire représente les personnes se consacrant à ces tâches dans ces lieux¹¹.

Le CONICET n'est pas une exception dans cette réalité historiquement inégale. À l'intérieur de l'organisme, l'analyse de ses statistiques permet de percevoir quelques précisions plus grandes que dans le domaine scientifique technologique considéré. Bien que le nombre de chercheurs actifs soit passé de 2 924 en 1995 à 4 516 une décennie plus tard, la distribution, tout comme le développement du pays, est peu équilibrée. Dans le concours de bourses de décembre 2005, par exemple, les boursiers désignés se trouvent à Capital Federal (25 %), Córdoba (10 %), La Plata, qui est la capitale de la province de Buenos Aires (8 %), Rosario (Santa Fe) et Bahía Blanca, dans le sud de Buenos Aires (6 % pour chacune d'entre elles).

En matière de coopération internationale, l'organisme a perdu en dynamisme. Le décret 1 661 de 1996 a diminué sensiblement les fonctions – et les ressources – du CONICET vis-à-vis de la coopération internationale; les dépendances liées au Secrétariat de science, technologie et innovation productive de la nation occupent très partiellement cette dimension des accords externes, particulièrement après la crise financière argentine de 2001. Mais, de toute manière, ces trois dernières années, le retour au pays de chercheurs argentins (ils étaient 17 en 2003 et sont passés à 43 pour l'année 2006 en cours) a été significatif. Depuis 2001, le CONICET a rapatrié 253 chercheurs, qui ont adhéré à la carrière scientifique de l'organisme. Une tendance qui se maintient jusqu'à présent. Il y a actuellement en vigueur 191 bourses de réinsertion accordées par le CONICET. Dans les deux cas, les origines sont variées (pays européens, nord-américains, limitrophes et, dans une moindre mesure, Japon).

Le CONICET s'attache à renforcer les liens de coopération dans les domaines scientifique et technologique. Ce thème est présenté comme une de ses actions significatives : « La Coopération internationale rend possible les échanges des unités exécutrices et des chercheurs du CONICET avec leurs pairs à l'étranger. Les activités promues incluent la réalisation de projets de recherche et développement communs et l'échange de personnel hautement qualifié », comme on peut le lire sur la page Web de l'organisme.

À travers des accords cadre, il maintient en vigueur la coopération internationale avec des pays d'Amérique, d'Europe et d'Asie : Allemagne (DAAD et DFG), Autriche (FWF), Belgique (FNRS et NFWO), Brésil (CNPq), Canada (MCR), République populaire de Chine (ACRPC), Espagne (CSIC), États-Unis (NSF), France (CNRS et INSERM), Royaume-Uni (TRS), Israël (ICW), Italie (CNR), Japon (JSPS), Mexique (CONACYT), Venezuela (CONICIT), Cuba (CITMA), République tchèque (CSAV), fonctionnant par des accords bi-annuels ou des visites de chercheurs. Les accords avec la Colombie, le Costa Rica, le Chili, l'Équateur, la Slovaquie, le Paraguay, le Pérou, la Russie et l'Uruguay, bien que toujours en vigueur, n'ont pas été

appliqués sous les formes usuelles par aucune des parties. Les sciences exactes et naturelles (fondamentales et appliquées) sont celles qui généralement tirent le meilleur profit de la coopération internationale. Le CONICET souhaite activer et étendre les accords de coopération scientifique dans tous les domaines disciplinaires¹².

Partie intégrante de cette décision, le CONICET et la SECYT ont récemment décidé d'élargir la participation de chercheurs argentins au VI^e Programme cadre (2002-2006) de l'Union européenne (UE), en envisageant une participation, sur le mode du consortium de groupes de recherche entre différents pays membres de l'UE et de l'Argentine, fortement orientée vers l'application et l'échange des résultats. Les intérêts éventuels de la recherche seront proportionnels à la participation des parties dans le consortium. Sur le site Web de l'organisme figure la liste des conventions en vigueur et leurs bénéficiaires pour la période 2003-2005, les projets CIAM en cours et ceux liés à l'accord franco-argentin, avec 23 projets sélectionnés pour être réalisés entre 2005 et 2006, sont parmi les plus remarquables par leur présence dans les plus importants domaines de la connaissance.

LE CAS DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Aujourd'hui, alors que des scientifiques allemands (emmenés par Peter Damerow, de l'Institut Max-Planck d'histoire des sciences) viennent de découvrir que les origines de la mathématique babylonienne sont liées à l'administration des États et territoires, et non à l'astronomie ou à l'étude de phénomènes mécaniques, le caractère multidisciplinaire de la science mérite d'être discuté autant d'un point de vue disciplinaire que hors des spécialités qui la composent. Les avancées scientifico-technologiques vont au-delà des laboratoires et des expériences effectives liées aux sciences exactes et naturelles, au cyberspace et aux communications. En outre, les sciences sociales ont muté rapidement leurs objets et leurs formes d'analyse, elles se sont rénovées et sont passées progressivement de l'individu à l'acteur social, de la société aux réseaux sociaux, du macro au micro, des mentalités aux représentations. Les changements se sont opérés dans un contexte de crise, mais aussi en accentuant leur caractère multidisciplinaire et l'échelle d'observation. La conception même de la science a muté face à l'absence de grands paradigmes et la disparition de grands maîtres à penser. D'où l'importance de dresser un bilan de leur situation en termes quantitatifs.

Les frais de recherche et développement de l'État argentin, pour répondre aux nécessités fondamentales des divers champs disciplinaires, s'élèvent, pour 2003-2004, à 1 715 463 000 dollars. De ce total, 124 385 000 dollars sont destinés aux sciences sociales et 95 205 000 aux sciences humaines¹³, c'est-à-dire, seulement 15 % du total des

ressources budgétées se destinent à ces domaines de la connaissance considérés comme les « moins scientifiques » des sciences, alors que l'ingénierie et la technologie absorbent 36 %, et les sciences exactes et naturelles 18 % de ce total. Ce pourcentage accordé aux sciences humaines et sociales se réduit à 12 % s'il s'agit d'allouer la distribution des ressources du CONICET pour ce qui concerne ce total général.

Au CONICET, les sciences humaines et sociales occupent aussi un lieu tangentiel; bien que, ces dernières années, on ait essayé d'atteindre le quota de 25 %, qui correspond à celui des autres domaines scientifiques, il reste encore beaucoup à faire. Dans leurs champs disciplinaires, les femmes occupent une place plus importante que dans les autres branches scientifiques. Il s'agit de disciplines non privilégiées par les politiques scientifico-technologiques nationales. Il faut toutefois souligner que, ces trois dernières années, les bourses accordées aux sciences humaines et sociales (22,77 %) ont occupé le second poste après celles accordées aux sciences biologiques et médicales (34,41 %).

Eu égard au total des bourses pour les sciences humaines et sociales, la distribution disciplinaire est aussi intéressante qu'inégale. 37 % du quota est destiné à ceux qui se consacrent à l'étude de l'histoire, de l'anthropologie, de la géographie et de l'archéologie; ils sont suivis par la sociologie et la démographie avec 18 %; et par la philosophie, la psychologie et les sciences de l'Éducation, avec les mêmes pourcentages; la philologie, la linguistique et la littérature avec 12 %. On observe aussi que le droit, les sciences politiques et les relations internationales (9 %), ainsi que l'économie, les sciences de la gestion et de l'administration publique (6 %) paraissent moins représentatives dans le total, en partie à cause d'une faible présentation de postulants pour les concours de bourses qu'autorise le CONICET; les rémunérations oscillent entre 1 450 et 1 850 pesos. Dans les domaines disciplinaires de type professionnel, les diplômés reçoivent des offres plus tentantes pour travailler dans des entreprises privées ou dans d'autres domaines plus valorisés du secteur public. Dans ces spécialisations, l'âge moyen des boursiers est légèrement supérieur que dans les sciences dites « dures », se situant, pour les deux sexes, entre 26 et 32 ans.

Les sciences humaines et sociales se composent, au CONICET, de 871 chercheurs, 867 boursiers et 234 techniciens, selon les calculs de 2005; c'est-à-dire, un univers de 1 972 personnes (19 %) sur un total général de 10 665 membres des trois catégories correspondantes à tous les domaines de la connaissance. Sur le total appartenant aux sciences humaines et sociales, près de 50 % sont représentés par des chercheurs scientifiques, 30 % par des boursiers et 20 % par des techniciens¹⁴.

Sur les cinq catégories reconnues par la CIC-CONICET, il est préoccupant de constater que seulement 24 % du total des chercheurs

du domaine des sciences humaines et sociales se concentrent dans l'échelon initial de chercheur assistant. 34 % des membres de celui-ci sont bloqués dans la seconde catégorie : chercheur adjoint, spécialement par le gel des postes vacants décidé depuis quelques années par le gouvernement, qui aujourd'hui s'est inversé. 27 % se situent dans la troisième catégorie : chercheur indépendant ; seulement 12 % dans la catégorie chercheur principal et 3 % (27 chercheurs en sciences sociales dans tout le pays) travaillent comme chercheurs supérieurs du CONICET. Bien que la conformation pyramidale soit habituelle dans ce cas de figure pour d'autres pays du monde et, en général, pour tous les domaines de la science, elle n'est pas aussi contrastée. La situation devient préoccupante par la restriction à la base et l'augmentation dans la seconde catégorie. Il convient de « rajeunir » la carrière du chercheur scientifique.

En ce qui concerne les lieux de travail, 62 % des chercheurs se consacrant aux sciences humaines et sociales ont leur lieu de travail dans les universités nationales argentines, seulement 16 % dans les unités propres du CONICET, 11 % dans les universités privées et le reste dans d'autres organismes nationaux, provinciaux et municipaux. Il n'est pas commun de rencontrer des chercheurs qui travaillent dans des entreprises appartenant à ce grand domaine de la connaissance, même si le pourcentage de consultants et de cabinets de conseil aux organismes publics ou privés liés à leurs spécialités dans la recherche scientifique a augmenté.

Comme dans tous les domaines scientifiques, il y a une forte concentration régionale de nos chercheurs, ce qui est le reflet des inégalités sociales et régionales en Argentine. Le district en compte 56 %, alors que le nord-est et le sud de l'Argentine n'en comptent que 2 % chacun. On essaie aujourd'hui d'inverser cette situation à travers l'impulsion des zones dites « vacantes », bien que la tâche – avec des ressources limitées – soit ardue.

Selon des chiffres de 2005, sur les 1 471 projets en cours que compte le CONICET, seulement 11 % concernent les sciences humaines et sociales ; en unités exécutrices de l'organisme seulement 25 %, car la grande majorité se trouve dans les universités nationales. Le financement de ces projets concerne pour 40 % les universités publiques, et le reste, à parts égales, les organismes privés de bien public et autres organismes de science et technologie. En 2000, la recherche fondamentale recevait 60 % de ces ressources ; aujourd'hui, ce chiffre s'est réduit d'un peu plus de 15 %¹⁵.

Si l'on fait une analyse selon la distribution budgétaire avec financement de tiers reçue par les neuf unités exécutrices appartenant aux sciences humaines et sociales du CONICET, qui développent des projets de recherche d'intérêt public, on constate une concentration manifeste dans la zone métropolitaine. Ce déséquilibre essaie

aujourd'hui de se corriger, par exemple, avec l'autorisation de bourses spéciales dans des domaines territoriaux à faible, voire aucune, présence du CONICET.

EN GUISE DE RÉFLEXION FINALE

Louis Pasteur soutenait, au milieu du XIX^e siècle, que « les sciences élèvent le niveau intellectuel et le sentiment moral des peuples » et que les cultiver était « plus nécessaire pour l'état moral d'une nation que pour sa prospérité matérielle », puisqu'il affirmait : « [elles] introduisent dans le corps social tout entier l'esprit philosophique ou scientifique, cet esprit de discernement qui soumet tout à une raison sévère, condamne l'ignorance, dissipe les préjugés et les erreurs¹⁶ ».

En avril 1961, Bernardo Houssay soulignait, en sa qualité de chercheur scientifique et de président du CONICET, non seulement que « la science et les techniques ont transformé complètement la vie humaine », mais que « la principale force d'une nation moderne est constituée par la qualité et la quantité des chercheurs scientifiques et des techniciens compétents dont elle dispose »¹⁷. Il déclara à cette époque que, « en Amérique latine, on devrait assigner, pour l'instant, pour une telle fin, pas moins de 1 % du budget, comme cela fut conseillé lors du Symposium de l'Unesco, à Caracas, en 1960¹⁸ ». Le CONICET s'efforce, depuis de nombreuses années, d'atteindre des ressources équivalentes à ce 1 % du PIB tant désiré.

Le temps a passé, mais la lutte pour les ressources continue, bien que le processus formatif des sociétés contemporaines mette en valeur un nouveau paradigme, celui de la « société en réseaux », basée sur deux phénomènes historiques : une mutation culturelle commencée dans les années 1960 (esprit libertaire, interactions) et une révolution technologique clairement visible à partir des années 1970 (télécommunications, génétique). Leur influence est décisive dans l'organisation des diverses sphères sociales, au travers des réseaux. Des réseaux générationnels, internationaux, de communication, mais toujours inscrits dans le contexte d'une « cyberculture » (Pierre Lévy, 1997). Manuel Castells (1998) a montré que les grands mouvements collectifs contemporains se forment selon une logique de réseaux, l'information et la communication étant des sujets-clés dans la conformation de ceux-ci et auxquels la science et la technologie ne peuvent rester étrangères. À la différence des autres époques, le gouvernement argentin semble avoir compris, par des actions concrètes, que la science et la technologie remplissent une fonction sociale irremplaçable, et que, pour cette même raison, elles font partie du patrimoine culturel national et rendent possible l'insertion, la liberté et l'égalité d'opportunités pour la société. Dans cette conjoncture, les scientifiques sociaux, et particulièrement les

historiens, peuvent contribuer à comprendre les problèmes, à établir des diagnostics et à proposer des solutions face aux questions qui provoquent la dissolution sociale. Pour que « l'utilisation de l'histoire dans la prise de décisions » – à laquelle se réfèrent Richard Neustad et Ernest R. May, avec une conception positiviste – serve de « guide pour l'action », pour recréer la fonction de l'historien dans la formulation des politiques publiques¹⁹.

Le CONICET est une institution de référence sur ces questions. Les résultats de l'enquête Pisos-Mora et Araujo, réalisée en novembre 2005 sur l'Étude des attitudes et critères appliqués par la communauté scientifico-technologique argentine (« *Estudio sobre actitudes y criterios aplicados por la comunidad científica-tecnológica argentina* »), indiquent que les scientifiques argentins semblent principalement préoccupés par le manque de politiques, pour le secteur en général, pensées sur le long terme; par le lien avec le secteur productif; par le manque de conscience de la classe politique; par les ressources financières pour la science et la technologie et par les salaires. Le CONICET, « l'institution la plus respectée du pays (43 % de mentions) », est un organisme qui incite aussi à beaucoup de consensus lorsqu'il s'agit de la qualité de la production, la relation positive entre production et ressources attribuées, et la transparence des procédés.

De toute façon, les différences sociales en Argentine se maintiennent, comme l'expression d'autres conduites d'exclusion. L'enquête réalisée exprime, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, la situation d'un cas témoin dans le système scientifique technologique argentin, celui du CONICET. L'analyse historique actuelle montre la place accordée à la recherche, à la technologie et à la gestion, plus grande comparativement que lors d'étapes précédentes, ainsi que la place qu'occupent les sciences humaines et sociales dans l'ensemble.

Cette situation ne fait pas oublier le processus de crise qu'a connu le pays ces dernières années et qui, sans doute, influe de manière directe dans le retrait de la participation des chercheurs scientifiques, qui renient leur engagement pour les causes publiques soumises au débat. Une attitude engagée qui, aujourd'hui, dans une Argentine fracturée, avec des chiffres d'exclusion et d'inégalités qui ont du mal à baisser, ainsi que face aux aspects contradictoires émergents de la société civile, mérite d'être recréée. Il n'y a pas si longtemps, le sociologue français de la politique Alain Touraine disait à propos de l'Argentine: « Ce pays s'est construit depuis l'école et des esprits l'ont pensé capable de relier la société civile à la société politique, au sein d'institutions accueillant tout le monde²⁰ ». Cette affirmation peut aussi se lire comme un rappel nécessaire à une participation responsable et engagée de la part des intellectuels scientifiques et technologues.

La société argentine est habituée au paternalisme, car la classe dirigeante n'a pas rempli efficacement son rôle, « en étant capable de se servir, en servant la croissance nationale ». Décision politique, honnêteté, responsabilité et respect des lois, pour restaurer la crédibilité dans le système politique, sont les instruments nécessaires pour pouvoir dépasser ce qui, aujourd'hui, est une « crise de conscience ». Pour comprendre la politique comme une forme de médiation dans une société ; pour percevoir et reconnaître que le pays a changé²¹ et qu'« il n'y a pas d'identité sociale et individuelle sans mémoire »²², l'analyse historique et la préservation de la mémoire peuvent suggérer des liens de continuité, mais aussi des clés pour le changement. Le défi actuel est posé, et l'État doit donner des preuves de son engagement ; il s'agit de divulguer la signification et l'utilité de la recherche scientifique, en faisant comprendre à la société dans son ensemble que la science est un investissement à moyen ou long terme, et non une dépense superflue.

NOTES

1. Mario Albornoz, *Política Científica*, Université virtuelle de Quilmes, fichier de travail, 2001. Gloria Bonder, *Las nuevas tecnologías de información y las mujeres : reflexiones necesarias*, Santiago de Chile, Nations unies/CEPAL/ECLAC, série « Mujer y desarrollo », 2002, pp. 5-6.

2. María Elina Estébanez, « Un enfoque de género en la construcción de indicadores de ciencia y tecnología en la Región Interamericana/Iberoamericana », en REDES-RICYT, *El estado de la ciencia. Principales Indicadores de Ciencia y Tecnología Iberoamericanos/Interamericanos 2002*, Buenos Aires, 2003, pp. 53-56. Martín Bell, « Enfoques sobre política de ciencia y tecnología en los años noventa : viejos modelos y nuevas experiencias », en *Redes 5*, año 2, décembre 1995, pp. 7-34.

3. Joseph Ben-David, *El papel de los científicos en la sociedad, un estudio comparativo*, México, Editorial Trillas, 1974, p. 192.

4. Pour plus d'information, *Guardian Unlimited. Education Guardian, Arts and Humanities, UK*, novembre 2003. *Vº Congreso de Ciencia, Tecnología y Género*, México-UNAM, février 2004.

5. Voir le site : www.conicet.gov.ar

6. Informations fournies par le magister Jorge Atrio, responsable des statistiques du CONICET sur lesquelles nous nous appuyons ici.

7. Selon la distribution du budget national pour l'année en cours.

8. Evelyn Fox Keller, *Lenguaje y vida, Metáforas de la biología en el siglo XX*, Buenos Aires, Manantial, 2000, pp. 12-30.

9. *La Nación*, Buenos Aires, dimanche 30 novembre 2003, section « Enfoques », p. 1-4. (Interview avec Alain Badiou.)

10. Ariel Barrios Medina et Alejandro C. Paladín (compilateurs),

Escritos y discursos del Dr. Bernardo A. Houssay, Buenos Aires, Eudeba, 1989, p. 348.

11. En 2000, il n'y avait que 490 PIP (Projets de recherche pluriannuels) ; dans la session 2004 mise en place en 2005, ce chiffre a quasiment triplé, malgré les difficultés actuelles pour atteindre son financement complet.

12. Références de la Gérance du développement scientifique technologique du CONICET, à la charge du Dr Jorge Tezón. Données fournies par Alberto Brero.

13. *Ibid.*, p. 51.

14. *Diagnóstico e Identificación de Áreas de Vacancia para la Investigación Científica y Tecnológica en Argentina*, Buenos Aires, Secrétariat des sciences et technologies, 2004.

15. Information de la Direction des bourses et projets du CONICET, octobre 2006.

16. Ariel Barrios Medina et Alejandro C. Paladín (compilateurs), *Escritos y discursos del Dr. Bernardo A. Houssay*, *op. cit.*, p. 284-285.

17. *Ibid.*, p. 366.

18. *Ibid.*, p. 368.

19. Richard E. Neustad et Ernest R. May, *Los usos de la historia en la toma de decisiones*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1986. Germán Carrera Damas, « El papel del historiador en la formulación de políticas públicas », in CLAH, *Newsletter 1*, vol. 25, avril 1989, p. 9.

20. Clarín, Buenos Aires, dimanche 27 octobre 2002, p. 10. *El Litoral*, Santa Fé, jeudi 5 octobre 2006, section environnement et science.

21. Ricardo Sidicaro, *La crisis del Estado y los actores políticos y socioeconómicos en la Argentina (1989-2001)*, Buenos Aires, Libros del Rojas, Serie Extramuros. *La Nación*, Buenos Aires, dimanche 18 juin 1989, p. 1 y 2. *Página 12*, Buenos Aires, jeudi 10 août 1989, p. 3. *Clarín*, Buenos Aires. Mardi 8 août 1989, p. 2-3 ; dimanche 3 septembre 1989, Supplément Economique, p. 10. Aldo Ferrer, *El devenir de una ilusión : la industria argentina hasta nuestros días*, p. 119, 1989. *Clarín*, Buenos Aires, jeudi 14 septembre 1989, Section Culture et Nation, p. 5. *La Nación*, Buenos Aires, dimanche 27 juillet 2003, section approches, p. 1.

22. *Clarín*, Buenos Aires, 9 novembre 2003, p. 35 (entrevue avec Elizabeth Jelin, sociologue).